

192445

45.

NOTE OF THE ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

4588
4588

Marc.

Considérations théoriques pour juger le mouvement des prix.¹

Par

FARKAS HELLER,

Professeur à l'Université des Sciences techniques et économiques de Budapest.

I

Le mouvement des prix est aujourd'hui au premier plan des questions qui intéressent le grand public. Son caractère d'actualité se conservera probablement pendant longtemps, car l'économie ayant perdu son équilibre ne le retrouvera pas avant que les prix n'aient atteint un niveau convenable. Il est donc utile d'examiner les points de vue qui permettent de reconnaître la vraie nature des faits traduits par le mouvement des prix, et de porter sur ces faits un jugement sain.

Si nous ne voulons pas nous borner aux considérations générales touchant les questions du mouvement des prix, nous avons évidemment besoin d'une abondante documentation statistique. Le rassemblement de cette documentation suppose d'un autre côté, pour être bien dirigé, que nous ayons une idée claire des éléments à l'aide desquels nous pourrions apprécier à leur juste valeur les effets du mouvement des prix. Autrement nous ne saurons pas quel doit être l'objet précis de nos observations, ni quels matériaux et quelles méthodes il faut choisir à examiner pour trouver une réponse aux questions véritablement essentielles du mouvement des prix. Avant tout, nous devons donc poser la question : *quel est le but qui nous commande de connaître les prix?*

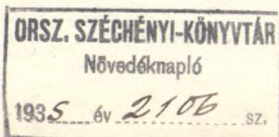
Le Moyen âge désirait savoir le juste prix. Saint Thomas d'Aquin s'est efforcé d'en déterminer les éléments avec soin.

La théorie économique classique contemplait avec sourire les tentatives de ce genre. Elle soutenait que le prix répondait à une nécessité. Que la concurrence se charge de faire naître le seul prix possible, le prix correspondant à la situation économi-

¹ Conférence faite à la séance du 27 mars 1934 de la Société Hongroise de Statistique, et tenue dans la salle des séances hebdomadaires de l'Académie Hongroise des Sciences.

192445

39800



que. Selon les théoriciens classiques, on ne fait pas les prix, car les prix sont le fruit des forces économiques.

Certes, il a été important de reconnaître que la question des prix n'est pas une question de justice, mais une question économique. Comme telle, elle n'a pas de rapport direct avec la justice, son existence la rattache au plan des nécessités économiques.

Si, malgré cela, on revient aujourd'hui à la question du juste prix, ce n'est pas seulement que beaucoup de personnes s'obstinent à ne pas vouloir comprendre que la vie économique obéit à ses propres lois et n'est point une construction arbitraire, mais aussi que depuis le temps des classiques le marché a subi une profonde transformation, la liberté de concurrence ayant été abolie dans un grand nombre d'importants domaines.

Dans ces domaines, il n'est plus vrai que le prix représente un point optimum qui assure, avec les possibilités de production données, la satisfaction du maximum de demande. Le prix de monopole n'est nullement arbitraire ; seulement, au point de vue social, il n'a pas le caractère de nécessité au même point que le prix de concurrence. Nous voyons ici que le prix de concurrence classique n'est pas non plus sans lien avec le jugement d'appréciation. Ce jugement est basé sur un fait économique, mais il se rattache à la conviction que le prix de concurrence est un optimum social. Pour le prix de monopole, objet de désapprobation absolue des classiques, cela n'est plus vrai. Le monopoleur ne cherche pas à réaliser l'optimum de la société, mais le sien propre. C'est pourquoi les considérations de justice recommencent à jouer un rôle dans la question des prix.

Le problème n'aurait peut-être pas pris une telle acuité, même après la multiplication des monopoles, si l'idée que la réduction des prix peut produire en certains cas un bénéfice plus élevé que les prix maintenus trop haut, avait gagné plus de terrain dans les milieux qui produisent et qui vendent. L'expérience prouve malheureusement que, partout dans le monde, beaucoup de partisans des monopoles sont réfractaires à cette idée. C'est la principale raison pour laquelle le juste prix a reconquis des fidèles parmi les économistes.

Pourtant l'économiste ne saurait se faire guider dans la question de prix par le critère de la justice, car ce critère est

inapplicable au prix quand on le prend au sens strict. La chose est évidente si la liberté de concurrence est entière : l'individu n'ayant pas une influence directe sur le prix, il est impossible de l'en rendre responsable. En cas de monopole, le critère de justice se légitime dans une certaine mesure, car le détenteur du monopole intervient dans la fixation du prix et, par suite, on peut lui demander compte de son intervention. Mais quelle sera la mesure de la justice? Supposons — en admettant un moment la thèse des canonistes — que le prix soit juste s'il représente uniquement les frais. Il faut alors comprendre dans les frais non seulement les dépenses effectivement engagées, mais encore la contre-valeur du travail et du capital de l'entrepreneur. On ne saurait pas non plus dénier la légitimité de l'incorporation d'un élément de risque. Tout cela a été reconnu déjà par les canonistes. Mais du moment que l'on se place à ce point de vue, on a consenti à englober dans le prix des éléments difficiles à saisir. Tels sont la valeur du travail de l'entrepreneur et, surtout, le taux de son bénéfice. De quelque façon que nous retournions la question, nous rencontrons toujours la même difficulté.

Au surplus, l'économiste n'a pas besoin de recourir dans cette question à la notion de justice puisque son propre point de vue lui fournit un instrument parfaitement propre à juger le mouvement des prix. En effet, au sein du système économique, le prix a un rôle qui est déterminé par la structure même du système. Ce rôle consiste à faire valoir le principe économique dans le processus social de l'économie, et à assurer le fonctionnement normal de l'économie. Les prix sont convenables s'ils satisfont à ces conditions. *Nous avons donc à juger le caractère convenable ou non d'un prix déterminé en examinant l'effet sur l'ensemble de l'économie.* C'est là que nous devons puiser les principes à la lumière desquels nous considérons les prix, ainsi que les questions auxquelles nous chercherons à répondre en nous appuyant sur les données relatives aux prix.

Si nous voulons donc trouver le point de départ juste pour l'étude du mouvement des prix, nous avons à nous poser avant tout la question : *comment les prix influent-ils sur la coopération sociale appelée économie?* Par là seulement nous pourrions formuler nos exigences à l'égard des prix pour que ceux-ci remplis-

sent leur mission et, au lieu d'engendrer des troubles économiques, assurent le fonctionnement harmonieux de l'économie.

Cette question a été soulevée jusqu'ici pour ainsi dire à un seul point de vue. C'était celui de la *stabilité monétaire* dont l'importance avait été mise en lumière devant toute l'opinion publique au commencement du XIX^e siècle par les effets désastreux des inflations de cette époque sur la vie économique. La liaison entre la quantité des signes monétaires et les prix est devenue ainsi le problème central de l'étude des prix, et elle est restée la préoccupation dominante de tous les économistes qui écrivaient sur la question. Il n'y a que l'angle sous lequel on envisage les rapports des prix avec la valeur de la monnaie qui a pris une netteté accrue. Le mérite en revient à la théorie des conjonctures qui a éclairé d'une vive lumière l'influence du crédit sur la circulation monétaire et sur les prix. Sous cet angle, la *stabilité des prix* est apparue comme un postulat absolu ; l'on sait qu'aujourd'hui, beaucoup de personnes attachent une importance plus grande à cette stabilité qu'à celle du change.

Une certaine stabilité des prix et, surtout, l'absence des fluctuations monétaires sont incontestablement des éléments nécessaires au fonctionnement normal de l'organisme économique. En effet, la monnaie constitue la base des calculs économiques ; et si sa valeur se modifie sans cesse, tout calcul économique est entaché d'incertitude. Pourtant, ce serait une erreur que de croire qu'en assurant la stabilité du change, on a créé un ordre parfait dans le domaine des prix.

Premièrement, la monnaie stable, c'est-à-dire la stabilité des indices du commerce de gros ou de tout autre indice général, n'implique pas ce qu'on est tenté d'y voir au premier abord. L'indice traduisant la stabilité de la monnaie n'est qu'une moyenne dans laquelle, quelque souci qu'on apporte à la pondération, beaucoup de choses se contrebalancent. Il y a plus. La notion de la monnaie elle-même n'est qu'une abstraction qui suppose l'uniformité de la monnaie. En réalité, le pouvoir d'achat de la monnaie et, par suite, sa valeur diffèrent d'une marchandise à l'autre. Cela saute aux yeux aujourd'hui au milieu du bouleversement des prix.

Si les variations, dans le temps, du pouvoir d'achat de la monnaie n'expriment qu'une généralité, alors il est impossible

d'en tirer des conséquences d'une grande portée relativement au fonctionnement normal de l'organisme économique. Les modifications de l'indice au cours d'une période pas très longue autorisent à formuler certaines conclusions concernant le changement du niveau de vie et des conditions de production. Mais ces conclusions valent dans le cas d'un court intervalle de temps seulement, pour lequel il est raisonnable d'admettre que les situations de revenu n'ont pas subi d'appréciables changements. Aussitôt que ces dernières accusent des variations sur un terrain étendu, sur celui par exemple des salaires d'ouvriers, de l'intérêt effectif des titres de valeur mobilière ou des traitements des fonctionnaires, l'accroissement ou le décroissement de la valeur de la monnaie, tel qu'il se traduit par l'indice général, ne reflète plus le véritable changement qui s'est produit dans les conditions matérielles de la vie, car ces conditions dépendent autant du revenu dont on jouit que des prix qu'on paye. Il n'indique pas non plus la vraie transformation des conditions de la production, puisque celles-ci sont fonctions à la fois du prix de certaines marchandises, du loyer de l'argent, des salaires d'ouvriers, sans parler des impôts et des charges sociales.

Naturellement, on ne saurait contester que si l'indice général a varié, la valeur de la monnaie n'est pas non plus restée stable. Pour un franc, on reçoit plus ou moins qu'autrefois. Donc si une personne dispose d'autant de francs qu'avant, sa capacité d'achat a bien subi un changement. Néanmoins, la hausse ou la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie ne suffit pas à elle seule à juger si les difficultés de la production ont augmenté ou diminué. Pour s'en rendre compte, il faut évidemment savoir aussi si les gens disposent de plus ou de moins de francs pour leur consommation et si l'entrepreneur peut engager aux fins de la production un nombre plus ou moins grand de francs.

Il est plus instructif de fixer le niveau des prix par rapport aux prix d'un autre pays. Si, dans un pays déterminé, le niveau général des prix est élevé, la production y est chère et, partant, l'exportation se heurte à d'autant plus d'obstacles que les prix à l'étranger sont plus bas. L'Angleterre en a fait l'expérience amère lorsque, en 1925, pratiquant une politique de prestige,

elle est revenue à la parité or de sa monnaie. C'est pourquoi, elle se résolut à laisser tomber la livre à l'automne de 1931 et nous savons que son exemple a été suivi. L'autre effet du niveau élevé des prix, à savoir l'encouragement des importations, ne se fait guère sentir aujourd'hui en raison des restrictions frappant l'entrée des marchandises.

La hauteur du niveau général des prix est donc un facteur de premier rang dans les rapports avec l'étranger. Quant à sa signification à l'intérieur du pays, il n'y a qu'une chose qu'elle caractérise avec certitude : c'est la valeur sur le marché d'un revenu ou d'une fortune déterminée ; en la considérant, on sait ce que représentent 100.000 francs, par exemple, au point de vue de la consommation ou de la production. Mais l'indice général des prix ne permet de tirer aucune conclusion certaine concernant les possibilités soit de l'existence matérielle, soit de l'activité productive, et il ne dit même pas si les prix sont à considérer comme sains ou non. Pour nous prononcer sur ce point, il faut d'abord nous placer à un autre point de vue.

Ce point de vue n'est pas difficile à trouver si nous nous rappelons que *les valeurs des biens présentent des variations non seulement par rapport à la monnaie, mais encore les unes par rapport aux autres*. C'est le mouvement relatif des prix qui engendre les effets les plus profonds sur l'économie. La raison en est que les rapports mutuels de l'économie sont déterminés, tant que l'économie repose sur les échanges, par les prix relatifs des biens offerts par les uns et demandés par les autres. Tant la facilité ou la difficulté de l'existence matérielle que la cherté ou le bon marché de la production, ainsi que — ce qui importe le plus — les rapports de la production et de la consommation dépendent non pas de la valeur générale de la monnaie, mais des *rapports des prix entre eux, de la structure de l'édifice des prix*.¹

Pour comprendre ceci, nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur la situation actuelle. Les prix des produits agricoles

¹ Cette idée est bien mise en relief par O. Conrad dans son livre : *Der Mechanismus der Verkehrswissenschaft*, Jena, 1931. — Ammon dit à ce sujet : « Das, worauf es ankommt, ist aber nicht eine Erhöhung des allgemeinen Preisniveaus, sondern eine Erhöhung oder Senkung ganz bestimmter einzelner Preise. Die einzelnen Preise sind das Reale in der Wirtschaft, nicht das Preisniveau, das nur eine errechnete und für gewisse Zwecke der Wirtschaftsbetrachtung brauchbare Grösse ist ». (*Zeitschrift für Nationalökonomie*, tome V, cahier 1, page 9.)

baissent dans une mesure jamais vue autrefois ; les prix des produits de l'industrie montaient pendant quelque temps, mais l'effondrement de 1931 a amené leur chute, qui — il est vrai — est loin d'égaliser celle des prix agricoles. Une partie des produits industriels maintenaient leur niveau de prix au moins pendant une certaine période avec rigidité ; un grand nombre d'articles payant l'impôt de consommation accusaient même une hausse à la suite de l'augmentation de l'impôt ou des droits d'entrée. L'indice général offre une moyenne dans laquelle les diverses variations se sont plus ou moins compensées, de telle façon que la baisse lente de cet indice ne reflète nullement les changements survenus dans la manière de vivre de la population, ni la situation nouvelle créée pour la production, d'autant moins que toutes ces questions sont intimement liées au niveau des salaires aussi. *L'indice général des prix a donc le défaut de ne pas tenir compte des salaires, ensuite celui de ne pas exprimer la structure des prix*, pourtant celle-ci exerce une influence décisive sur l'évolution de la situation.

Ce défaut a conduit à la notion de la *marge* (« des ciseaux ») *agraire*. Il faut y voir la première révélation de l'importance pratique de la structure des prix. Seulement, ce n'est là qu'un cas très grave de la structure malsaine des prix. D'autres marges — quelquefois de moindre importance — peuvent également exister. Telles sont les écarts entre les prix des produits dont les fabricants se sont constitués en cartel, et les prix des autres produits ; telles sont encore les différences entre les prix du commerce de gros et du commerce de détail, les modifications dans le rapport du rendement des maisons aux frais de construction, etc.

L'essentiel est toujours le même. Les rapports mutuels des prix subissent des changements, et il en résulte des répercussions non seulement sur le pouvoir d'achat de la monnaie, mais encore sur la *répartition des revenus*, c'est-à-dire sur la capacité d'achat des classes sociales. Une variation au profit de l'une amène l'amélioration de la situation générale de cette classe et l'aggravation de la situation d'une ou de plusieurs autres.

Là est la source de l'effet le plus important des changements de structure des prix, en d'autres termes des variations

des prix relatifs ; il s'agit de *l'influence des prix sur le fonctionnement sans trouble de l'organisme économique*. Nous touchons ici, il est facile de s'en convaincre, au véritable rôle économique des prix.

Le rôle primordial et essentiel des prix consiste à *assurer l'harmonie de la production et de la consommation*. Il leur appartient d'imposer autant à la production qu'à la consommation des égards l'une pour l'autre, le devoir de s'adapter l'une à l'autre, car c'est la seule façon d'observer les commandements de la raison dans le domaine économique. En effet, si la production et la consommation forment deux unités distinctes, il faut qu'il y ait un élément régulateur assurant l'harmonie entre ces unités qui composent, par la nature des choses, dans leurs relations mutuelles la base du fonctionnement normal de l'économie sociale. Cet élément régulateur, c'est le mécanisme des prix, qui occupe pour cette raison une place centrale dans l'économie.

D'importantes conséquences en découlent. Premièrement *l'exigence principale à l'égard des prix ne peut être que celle-ci : les faire évoluer de façon à mettre en harmonie la production avec la consommation*, car il n'y a pas d'autre moyen pour assurer la bonne marche de l'activité économique. C'est en cela que consiste la mission vraie et foncière des prix. Le niveau des prix ne peut être sain que s'il remplit cette condition ; autrement, les prix manquent à leur mission fondamentale qui est d'assurer le fonctionnement normal de l'organisme économique.

Deuxièmement, il résulte de nos constatations — et nous l'avons déjà signalé plus haut — qu'il est impossible de juger le caractère sain ou malsain du mouvement des prix en considérant uniquement certains faits généraux, par exemple les variations du pouvoir d'achat de la monnaie. Ce qu'il importe de connaître, c'est les rapports des prix entre eux ; cela seul permet de tirer des conclusions justes, éclairant le fond de la question.

Troisièmement, le principe que nous venons de trouver comporte la conséquence que *les prix ne peuvent remplir leur mission que s'ils varient*. Demander des prix invariables, c'est exiger une économie pétrifiée, un état de choses excluant tout

progrès et même tout mouvement. Aussitôt qu'un progrès ou simplement un changement appréciable se dessine, il modifie les prix, et quand un prix de quelque importance se modifie, tout le système, toute la structure des prix subit une transformation. Les prix invariables sont la marque d'une économie figée, donc d'un état de choses où l'activité économique se déroule selon des normes fixées une fois pour toutes. Que cela serait confortable pour la production et la consommation, parce que la lutte pour la vie en serait absente, j'en conviens ; mais la vie est mouvement et lutte, et l'économie ne constitue pas une exception à cette règle ; voilà pourquoi il est impossible de stabiliser complètement les prix. Même l'économie dirigée doit s'inspirer de cette vérité, si elle tient à rester une économie. Nous pouvons ajouter d'ailleurs que les cartels tendant à stabiliser les prix ne maintiennent pas non plus des prix absolument fixes.

N'y a-t-il pas là une contradiction avec le desideratum qui semble tout dominer aujourd'hui, avec la stabilité monétaire ? Le monde aspire à la stabilité dans tous les domaines ; qui pourrait trouver à redire s'il aspire aussi à la stabilité monétaire ? Dans un certain sens, cette aspiration vers un niveau stable de la monnaie et des prix est parfaitement motivée. Elle exprime en effet le désir que *la monnaie ne vienne pas troubler le niveau des prix*. On ne saurait contester la légitimité d'une telle exigence, parce que si les prix subissent un bouleversement du côté de la monnaie, ce n'est pas qu'ils s'adaptent à un changement dans les relations de la production et de la consommation ; une telle intervention extérieure provoque des difficultés d'adaptation et, partant, des déplacements dans l'édifice des prix. Si c'est donc en ce sens qu'on réclame la stabilité monétaire, c'est-à-dire si on réclame une monnaie « neutre », il faut reconnaître qu'on a raison. Il s'agit ici de parer à une perturbation extérieure, qui aurait sa source dans la monnaie, et qui détruirait l'équilibre des prix. Une telle exigence est au fond une exigence négative.

Aussitôt que nous lui donnons une forme positive, nous nous mettons en contradiction avec l'essence de l'économie, car nous aurions la prétention d'exiger que les prix ignorent pour toujours la vie mouvante et changeante. Vouloir créer

une monnaie qui ne réagisse pas aux transformations dans la vie économique, c'est poursuivre une chimère, car c'est méconnaître la véritable fonction des prix qui est d'équilibrer la production et la consommation en les adaptant aux changements produits par le temps dans la vie économique.

Ces considérations montrent en premier lieu que les tentatives cherchant à rétablir la situation ou le niveau des prix tels qu'ils existaient à un moment déterminé sont tout à fait dénuées de sens. Vouloir ressusciter le passé dans le sens que nous venons de préciser, cela revient encore à vouloir détruire tous les événements qui sont arrivés depuis une certaine époque ; c'est comme si l'on s'efforçait de faire revenir un quinquagénaire à l'âge de vingt ans.

Celui qui veut rétablir le niveau des prix de 1913 ou de 1928 par exemple, cherche donc à faire une chose impossible et d'ailleurs indésirable. Pourquoi rétablir tel niveau de prix de préférence à tout autre ? Pourquoi les prix de 1928 représenteraient-ils un idéal ? Ces prix faisaient apparaître dans leur ensemble un niveau reflétant encore les vicissitudes de la guerre, un niveau dû aux convulsions de l'économie mondiale, un niveau qui traduisait les résultats d'une brève période de bonnes conjonctures. D'ailleurs, *il n'existe pas de niveau de prix normal pour tous les temps*. S'il en existait, le problème des prix serait facile à résoudre : on n'aurait qu'à tendre au rétablissement du niveau normal des prix. Or il n'y a pas de mesure fixe pour les prix, et il ne saurait y en avoir, car *le caractère normal ou sain du niveau des prix dépend d'une chose : de l'harmonie des prix*, adaptée à la situation réelle et variant avec les fluctuations des circonstances. C'est dans un seul sens qu'il est légitime de considérer les prix comme normaux ou justes, à savoir dans le sens des rapports mutuels des prix, donc dans un sens valable pour un moment déterminé et non pour tous les temps.

Voilà pourquoi la comparaison des prix pratiqués à deux époques différentes ne dit pas grand'chose en elle-même. La fixité d'un prix déterminé est susceptible de troubler l'harmonie économique aussi bien que sa baisse ou sa hausse. L'effet des prix dépend moins de la fixité ou de la variabilité que de leur équilibre intrinsèque. La comparaison des prix

dans le temps ne conduit à des conclusions vraiment précieuses que si elle fait partie d'une étude approfondie.

Si, par exemple, nous voyons se dessiner une tendance générale dans le mouvement des prix, et que certains prix se montrent réfractaires à cette tendance, c'est là un fait qui demande un examen sérieux. Il en est ainsi à plus forte raison si quelques prix accusent un mouvement contraire à la tendance générale. D'ailleurs, les observations sur ce sujet ne sont bonnes qu'à fonder une présomption. Les chiffres à eux seuls n'autorisent aucune conclusion certaine ; il faut examiner les faits en profondeur.

Donc pour trancher la question de savoir si, à un moment donné, le niveau des prix est à considérer comme sain, comme favorisant ou au moins comme ne pas entravant l'activité économique, *les comparaisons dans le temps sont insuffisantes en elles-mêmes.*

L'insuffisance existe au même degré ou presque si l'on procède à des comparaisons dans l'espace. En rapprochant, par exemple, les prix payés en Allemagne des prix pratiqués en Hongrie, on ne saurait en conclure qu'ici ou là l'édifice des prix est mieux construit. Cet édifice tient en effet à l'ensemble de l'économie nationale par des liens multiples, et il dépend en particulier — aujourd'hui plus que jamais — du système fiscal du pays. Il sera donc autre dans un pays agraire que dans un pays industriel ; il sera autre dans un État étroitement relié à l'économie mondiale que dans un État où les liens avec l'économie mondiale jouent un rôle secondaire. Il se présentera sous un aspect différent suivant que le régime fiscal est dominé des impôts assis sur les prix, pour employer une expression de M. Balás,¹ c'est-à-dire des impôts de consommation et des impôts sur le chiffre d'affaires, ou des impôts appelés par M. Balás des impôts de résidu. Dans les économies nationales, selon les forces en présence, les possibilités d'acquérir des biens sont variées. Ce sont ces possibilités que Cassel entend par «Knappheitsverhältnis». Au point de vue des prix, le nivellement général, la «Gleichschaltung», conduit nécessairement à des absurdités, étant contraire à l'essence de l'économie. Si

¹ Voir «Pénzügytan» (Science financière), Budapest, 1933, en particulier le chapitre XIX.

un produit déterminé coûte x marks en Allemagne, rien ne prouve qu'il doit coûter exactement le même prix en France. Et, d'ailleurs, pourquoi admettre que le prix allemand est le prix juste et non pas le prix français? Il n'est nullement impossible que tous les deux soient justes, l'un au regard de l'économie allemande et l'autre au regard de l'économie française.

On tomberait dans l'erreur contraire si l'on voulait dénier à la comparaison des prix en divers endroits toute justification et toute vertu. Sachant ce qu'on paye en Autriche pour une certaine marchandise, nous ne dirons pas que cette marchandise doit être payée le même prix en Hongrie; néanmoins nous en tiendrons compte ne serait-ce que pour mesurer la possibilité de nous approvisionner en cette marchandise chez nos voisins. Une taxe douanière, une prohibition, une difficulté de transfert peuvent pratiquement anéantir la possibilité en question; il n'en reste pas moins que théoriquement la possibilité existe. Si la différence de prix est considérable, peut-être serait-il économiquement avantageux d'acheter la marchandise dont il s'agit en Autriche? On peut du moins en discuter. Le prix étranger converti en pengős indique de combien l'économie autrichienne paye la marchandise en question plus ou moins cher. Pour certains articles, ceci est important au point de vue de la production nationale; pour d'autres, au point de vue de la consommation, du niveau général de la vie. Un examen approfondi révélera peut-être la répercussion de l'écart sur l'harmonie générale des prix.

Si l'on veut porter sur les prix un jugement général concernant le caractère avantageux ou désavantageux de leur mouvement, on ne saurait donc se contenter de comparaisons rapprochant les prix de plusieurs époques ou de plusieurs lieux. La question demande une étude serrée de toutes les circonstances dont dépend le niveau général des prix.

Quant aux points de vue auxquels il convient de se placer, on s'inspirera avant tout des rapports naturels qui se reflètent dans la structure des prix. En premier lieu, on examinera les *prix liés ensemble*. Tel est le cas des prix des matières premières, des produits demi-finis et des produits finis. Cependant une grande prudence s'impose ici. Si, par exemple, la matière première d'une marchandise s'achète à meilleur

marché, on peut en conclure que le produit fini accusera également une baisse ; mais quant à l'ampleur de cette baisse, elle dépend beaucoup de la proportion avec laquelle le coût de la matière première entre dans le prix du produit fini. Le prix de la matière première n'est nulle part le seul facteur décisif. Pour certaines industries, les matières premières et auxiliaires dominent parmi les éléments du prix de revient. Dans leur cas, la comparaison des deux séries de prix autorise des conclusions nettes. D'autres industries payent cher la fabrication proprement dite sous forme de salaires ; d'autres enfin ont dû faire des installations coûteuses et ont à amortir un important capital investi. Ainsi les relations des prix entre eux commandent un point de vue nullement à négliger ; mais elles ne suffisent pas à étayer des conclusions définitives, à moins qu'on n'use envers elles de beaucoup de prudence et de circonspection.

En étudiant cet ordre de questions, il faut évidemment tenir compte de deux éléments importants. Le premier est constitué par les *charges publiques*. Autrefois, à l'époque des impôts légers, on pouvait négliger cet élément. Aujourd'hui, il joue un rôle prépondérant. L'écart entre deux niveaux de prix s'explique souvent par la différence de l'effort fiscal à fournir ; et même la structure des prix porte l'empreinte du système de répartition de la charge fiscale. Il y a des produits dont le prix varie en fonction des contributions publiques qui les frappent. Les objets soumis aux douanes fiscales et aux impôts de consommation, tels le café et le thé, appartiennent à cette catégorie. C'est pourquoi il n'existe pas de bonne comparaison de prix sans comparaison des charges fiscales. Que ces dernières comprennent les charges sociales, cela va de soi.

La charge *douanière* s'ajoute aux précédentes. Le degré de la protection douanière explique beaucoup de choses dans les rapports mutuels des prix, car les droits d'entrée figurent parmi les éléments qui déterminent les prix. Lorsque la barrière douanière est très élevée et arrête pratiquement les importations, le marché intérieur présente une situation que les intéressés cherchent naturellement à exploiter dans la mesure des moyens dont ils disposent sur le marché. Pareillement, il convient d'étudier soigneusement l'effet des prohibitions d'im-

portation ; celles-ci ouvrent la possibilité de faire monter les prix même au-dessus de la parité d'importation majorée du droit d'entrée.

Un autre élément décisif est la *capacité d'absorption* du marché. Elle finit par déterminer la quantité à fabriquer. Il semble au premier moment que cela nous conduit à un cercle vicieux, car plus la consommation est restreinte, plus la production est chère, et plus le prix élevé est motivé. C'est ainsi en effet dans l'économie privée. En économie publique, les choses se présentent cependant sous un jour légèrement différent. Est-il certain qu'au delà d'une certaine limite, on fait bien de mettre à la charge de l'économie les frais d'une production si chère ? Si nous dépassons la mesure, nous ouvrons la possibilité de travailler devant une production dont les conditions sont déjà insupportables dans les circonstances données de l'économie nationale et qui, partant, détruit l'harmonie de l'édifice des prix.

On ne saurait douter de la vérité que pour juger si les prix sont justes ou non, *il faut s'inspirer autant des points de vue de la production que de ceux de la consommation*. Exiger le prix d'un côté, c'est bon ; mais il faut encore pouvoir le payer de l'autre. La fabrication des marchandises n'est pas une fin en soi ; on doit veiller à ce qu'elles soient accessibles aux consommateurs. Mettre en harmonie la production et la consommation, voilà la destination du mécanisme des prix. Si nous considérons les prix uniquement du point de vue de la production, nous péchons évidemment contre cette vérité. Seule la capacité de consommation de l'économie nous fournit un instrument de mesure qui nous permet de nous prononcer sur la justesse des prix.

Il est à peine nécessaire d'insister sur la nécessité d'étendre nos recherches aux *ressources* et aux charges fiscales des consommateurs. Les écarts qu'accusent les revenus dans le temps et dans l'espace et la variété de l'imposition sont des éléments à considérer en premier lieu. C'est grâce à leurs revenus que les consommateurs peuvent payer les prix demandés. Et ce serait une grosse erreur et presque un aveuglement que d'attacher une importance aux charges publiques exclusivement du côté de la production ; ces charges influent en effet aussi bien

sur les possibilités de consommation que sur les possibilités de production.

Nous touchons ici à un complément important qui nous aide à connaître les rapports entre le volume des affaires commerciales et les prix. La liaison entre le prix et le niveau de consommation est un principe fondamental dans la théorie. Sans elle, même les faits élémentaires du mouvement des prix resteraient inexplicables. Elle sert de fondement à la proposition la plus primitive de la théorie des prix, notamment à la loi de l'offre et de la demande. Et pourtant, on oublie toujours que la baisse d'un prix amène tôt ou tard l'accroissement de la consommation. Il est vrai que cela ne se produit pas également pour tous les articles, l'élasticité de la demande variant d'un article à l'autre. Il n'en reste pas moins que l'interdépendance du prix et de la consommation est un fait indéniable. Il en résulte que la diminution de la consommation ne justifie la hausse du prix que jusqu'à une certaine limite. D'une part, en effet, surtout s'il s'agit de marchandises à demande élastique, un prix plus bas correspondrait à une consommation accrue ; d'autre part, si l'on ne peut pas ou ne veut pas abaisser le prix, et si la consommation ne supporte le prix existant que grâce à une forte compression, on est naturellement porté à penser que la légitimité d'une telle production est fort discutable.

II

Dans les développements précédents, je me suis attaché avant tout à mettre en lumière les points de vue économiques dont il faut absolument s'inspirer pour juger les prix. Il importe au statisticien de les connaître, car ils lui servent de guide pour la nature et la variété des matériaux autorisant des conclusions relatives à la question des prix et satisfaisant aux exigences de l'économie. Je crois avoir mis en relief *l'insuffisance de l'étude de ce qu'on appelle le niveau général des prix, et la nécessité de porter le principal effort sur l'analyse de la structure des prix.*

Par là, il se trouve démontré aussi que découvrir le vrai sens des changements de prix et de la transformation des conditions économiques est une tâche bien plus difficile qu'on ne

le croit communément. Les divers indices sont à cet égard comme les matériaux de construction entre les mains de l'architecte ; il faut les grouper et les ordonner pour arriver à des conclusions valables.

La statistique — quoique l'enregistrement et surtout le contrôle des prix demandent à être perfectionnés sur nombreux points, comme tous les statisticiens le savent — offre dès aujourd'hui une documentation précieuse pour juger les rapports mutuels des prix. Lorsqu'elle note fidèlement certains prix au jour le jour, elle nous met en mesure d'observer les variations de ces prix. En dehors des améliorations des méthodes d'enregistrement, qui sont à souhaiter sous beaucoup de rapports, nous formulons le vœu qu'on publie de temps en temps non seulement les indices, mais toutes les données dans des éditions spécialement consacrées au mouvement des prix. On ne saurait trop insister sur l'importance de la question à laquelle il conviendrait de donner le pas sur beaucoup d'autres problèmes examinés dans des publications spéciales.

Jusqu'à présent, le centre de gravité des enquêtes relatives aux prix se trouvait dans les prix du commerce de gros. C'est facile à expliquer. Les investigations sont aisées dans ce domaine, et conduisent en même temps à des résultats plus sûrs grâce à leur faible dispersion. Mais — j'ai eu l'occasion de le souligner — ces investigations tendaient toujours à révéler les fluctuations du pouvoir d'achat de la monnaie ou l'alternance des conjonctures bonnes et mauvaises, et l'étude des prix de gros s'y prêtait mieux en effet. On aurait tort de ne pas attacher à ces investigations l'importance qu'elles méritent ; seulement il faut ne pas s'y arrêter si l'on veut étudier la structure et les résultats des prix. *La documentation doit donc embrasser, comme cela est reconnu aujourd'hui partout, les prix du commerce de détail aussi.*

Le Bureau de statistique de la ville de Budapest publie dans ses *Annuaire*s depuis longtemps des prix de détail, et l'Office central de statistique de la Hongrie fait de même dans ses récents *Annuaire*s. Il est hautement désirable que ces documentations et publications aillent en s'élargissant, car sans la connaissance des prix pratiqués par les détaillants il est impossible de répondre d'une manière satisfaisante à un grand nombre de questions posées par l'étude du rôle économique des prix. Telle est par exemple la question de la transformation des conditions de

l'existence matérielle ; telle est encore celle du bénéfice commercial (« Handelsspanne ») auquel on porte aujourd'hui un intérêt grandissant et qui a fourni en Hongrie à M. Ernest György le sujet d'un mémoire substantiel, publié par l'Institut des Recherches économiques. Les prix de gros donnent des indications sur un aspect seulement du mécanisme du marché ; aussi ne traduisent-ils qu'imparfaitement le contact des pôles de la production et de la consommation.

Il ne serait pas sans intérêt de dresser avec soin la statistique des stocks, et, peut-être, les grands établissements commerciaux et industriels pourraient-ils s'en acquitter sans trop de difficultés. En outre, il faudrait établir avec plus de détails et d'exactitude qu'on ne l'a fait jusqu'ici la *statistique de la consommation* ; je reconnais cependant qu'il y aurait là une tâche ardue.

Une tâche plus urgente et plus importante encore serait *d'observer systématiquement les divers facteurs des prix*. En ce qui concerne les matières premières, cela se fait depuis longtemps. Mais la statistique a négligé jusqu'ici de recueillir relativement aux impôts et aux douanes les informations propres à éclairer l'évolution des prix. Pourtant si beaucoup de personnes ne voient que la hausse et en tirent aussitôt la conclusion que c'est une hausse illicite, c'est qu'elles n'ont pas une claire idée de ce que représentent aujourd'hui les charges publiques par exemple au point de vue de la production et de la vente. La comparaison des prix pratiqués en divers lieux et à des époques différentes et tout jugement ayant pour objet les prix supposent qu'on s'est entouré d'une ample documentation à laquelle la statistique apporte une utile contribution en rassemblant les faits et en calculant des indices.

Je me bornerai à signaler sous ce rapport deux volumes récemment publiés par l'Office de Statistique du Reich allemand ;¹ ils illustrent le progrès qu'il est possible d'accomplir dans le domaine envisagé. Quand nous disposerons d'informations systématiques et coordonnées sur les variations des charges sociales, nous comprendrons bien mieux le mouvement actuel des prix, devant lequel nous restons souvent déconcertés, faute d'avoir sous les yeux les éléments qui l'expliquent.

¹ Die steuerliche Belastung des Haushaltsbedarfes durch Verbrauchsabgaben und Zölle. Einzelschriften zur Statistik des Deutschen Reiches. Nr. 21, Berlin, 1932. — Internationaler Steuerbelastungsvergleich. Einzelschriften, Nr. 23, Berlin, 1933.

Les salaires constituent un facteur primordial parmi ceux qui déterminent les prix. Mais la manière dont on en établit la statistique aujourd'hui est de peu de secours à qui veut étudier le régime des prix. Ce qu'il faudrait, c'est la continuité et une division adéquate, sans quoi l'étude des prix ne peut en profiter. Il est également à souhaiter qu'on puisse suivre pas à pas les variations non seulement des salaires proprement dits, mais encore des traitements des fonctionnaires d'entreprise.

Cela suffit pour rendre clair *qu'il est impossible d'approfondir l'étude des prix uniquement sur la base de l'observation des prix des marchandises, quelque minutieuse que soit cette observation*. Tant qu'on ne connaît pas l'allure de variation des éléments dont le prix est le résultant, on ne peut élucider les rapports vraiment économiques des prix ; or, sans cela, la connaissance des prix conduit à plus de conclusions erronées qu'à d'idées justes sur la situation.

Un examen superficiel du problème des prix suffit à nous convaincre que *sans tenir compte des revenus, on ne saurait tirer de la statistique des prix des conclusions économiques, sinon dans une mesure extrêmement restreinte*. Si les données concernant uniquement les prix ne permettent de formuler sur la structure des prix, comme nous avons vu, que des propositions incertaines et affaiblies de réserves, c'est que beaucoup de facteurs importants sont absents d'une simple statistique des prix. Les prix considérés en eux-mêmes se prêtent moins encore aux prévisions relatives à l'effet du mouvement des prix sur la manière de vivre de la population. La raison en est bien simple : la question que nous venons de mentionner fait intervenir au fond non pas, comme on le croit généralement, le niveau des prix, mais bien la structure des prix, car ce qui importe véritablement, c'est le rapport entre les prix des divers groupes de produits (par exemple : produits agricoles et produits industriels), ainsi que le rapport entre le prix des produits et le prix des services. N'oublions pas que les salaires sont également, quant à leur nature intime, des prix et doivent par conséquent figurer dans tout tableau appelé à représenter les prix. Dès la première édition de mon *Économie Théorique* («*Elméleti közgazdaságtan*»), en 1919, j'ai insisté sur la néces-

sité de «mettre en regard des indices de prix des indices de revenu» (page 239). On ne doute plus de cette vérité aujourd'hui.

C'est à Wieser qu'appartient le mérite d'avoir reconnu que pour établir l'effet des prix sur l'économie nationale, il faut — si l'on veut bâtir en terrain solide — tenir compte des indices de revenu. Wieser y a été amené par ses recherches sur la variation du pouvoir d'achat de la monnaie. Dans son ouvrage à beaucoup d'égards fondamental où il formule les résultats auxquels il est parvenu dans cet ordre de questions, il note en passant mais sous une forme nette que l'étude conjugée des indices de prix et des indices de revenu¹ est seule capable de mener à bien la comparaison des variations de la valeur de la monnaie.

Depuis ce temps, les notions de valeur monétaire et de niveau général des prix, dont le grand public s'est très bien pénétré dans les années d'inflation, ont incontestablement perdu de leur prestige dans la science. Autant il fallait voir un progrès dans le passage de l'idée des prix isolés à celle du niveau général des prix et à la notion de l'interdépendance des prix, autant il convient de se rendre compte que le niveau général des prix est critiquable à bon droit. Premièrement, l'indice unique appelé à donner une idée générale de l'ensemble des prix de quelque importance mélange trop d'éléments hétéroclites et, loin d'indiquer les marges profondes entre les divers groupes de produits, contribue plutôt à les masquer. Deuxièmement, une catégorie déterminée des sujets de la vie économique n'a d'intérêt qu'à une catégorie — ou si l'on veut à une section — déterminée des prix. Déjà Wieser parle, à l'occasion, d'une certaine section du niveau des prix, qui seule importe pour certains groupes sociaux. Il entend par là qu'un milieu déterminé, vu l'orientation et le niveau de son économie, s'intéresse à un groupe de prix déterminé.² Pour les individus de ce milieu,

¹ Voir Grundriss der Sozialökonomik, I. Abt. *Friedr. v. Wieser*: Theorie der gesellschaftlichen Wirtschaft, Tübingen, 1914, page 331.

² Dans son rapport présenté en 1910 au Verein für Sozialpolitik, il écrit déjà : « Im Haushalt oder bei der Schätzung des Lohnes kommt es immer nur auf einen durch die persönlichen Verhältnisse begrenzten und gewöhnlich sehr enge begrenzten Ausschnitt aus dem gesamten Preisstande an, auf die Preise nämlich jener Artikel, die für die einzelne Haushaltung aus dem Markte genommen werden ». (Gesammelte Abhandlungen. Tübingen, 1929, page 207.)

seules les variations de ces prix et celles de leur propre revenu comportent une variation dans le pouvoir d'achat de la monnaie ou un déplacement du niveau général des prix. Quel est le groupe des prix qui importent pour une catégorie sociale déterminée au point de vue soit de la production, soit de la consommation, cela diffère fortement d'une catégorie sociale à l'autre. C'est pourquoi beaucoup de savants, surtout M. de Hayek et M. Haberler, se sont élevés contre les notions de niveau général des prix et de valeur de la monnaie, et M. de Hayek jusqu'à nier leur raison d'être.

A mon avis, c'est exagérer, et je me rallie à M. Erich Schneider qui, en analysant l'ouvrage de M. de Hayek, qualifie de trop radical le rejet de ces notions.¹ Dans certains cas, elles rendent en effet un réel service. Tout au plus fera-t-on bien de les accueillir avec un peu plus de scepticisme qu'il n'est d'usage aujourd'hui, et on doit se garder d'attacher une importance extrême soit à la notion, prise au sens large, du pouvoir d'achat de la monnaie, soit à celle du niveau des prix exprimé par l'indice général. Dans l'étude de l'effet économique des prix, les indices de groupe sont plus utiles que l'indice général, parce que les premiers trahissent les déplacements qui se produisent dans les catégories principales des prix, et renseignent sur les tendances du mouvement.

Une prudence semblable s'impose à l'égard de l'indice du coût de la vie aussi. Il s'agit ici au fond d'un indice pondéré, embrassant un cercle restreint de produits, de ceux notamment qui ont une importance capitale pour la vie matérielle, les poids étant fixés en proportion des besoins normaux d'une famille considérée comme type. Donc ce que l'indice du coût de la vie veut exprimer, c'est en somme une section des prix, un chiffre représentatif des prix d'importance primordiale au point de vue de la vie matérielle.

L'idée fondamentale de l'indice du coût de la vie, c'est de traduire l'effet des changements dans la valeur de la monnaie ou, ce qui revient au même, celui du mouvement des prix sur les ménages, du moins sur les ménages à faible revenu,

¹ Voir le compte rendu de E. Schneider sur l'ouvrage de Hayek : « Preise und Produktion » (Prix et production). Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, tome 67, page 232.

sur les ménages ouvriers. A cette idée, une autre s'associe infailliblement, celle de la *comparaison des revenus réels*. Or, c'est cette idée qui nous intéresse tout particulièrement. Le mode d'établissement de l'indice du coût de la vie indique suffisamment que ce qui prime tout, c'est de savoir *non pas de combien les prix ont augmenté ou diminué, mais comment le niveau de la vie s'est déplacé parallèlement à cette hausse ou cette baisse*, en d'autres termes, si les gens vivent mieux ou moins bien sous le nouveau régime des prix.

Ainsi posé, le problème se rapproche certainement de la vie et, par suite, gagne beaucoup en importance. *Notre tâche ne consiste plus à noter simplement les changements de prix, mais à mesurer les conséquences de ces changements*. La question prend l'aspect qu'elle devait prendre selon l'intention de ceux qui l'ont soulevée ; elle se rapporte directement aux conditions de la vie matérielle, c'est-à-dire, en langage économique, à la *comparaison des revenus réels*. A certains égards, c'est sans doute le point culminant des comparaisons de prix, car on décèle ainsi l'effet capital du mouvement des prix, à savoir l'effet sur la prospérité générale. Comme nous touchons ici au véritable but des comparaisons de prix et que, de plus, on a fait récemment dans la science des pas importants vers la solution de cette question, nous devons nous arrêter un peu sur ce point.

Les cerveaux trop sceptiques professent l'opinion que la comparaison des revenus réels est chose impossible. Tel est le cas de M. *Haberler* qui accueille la notion même du revenu réel sous toutes réserves en affirmant que cette notion ne saurait être débarrassée des éléments subjectifs. Il dit que la science sort du domaine qui lui est assigné si elle se propose d'enseigner aux hommes quel est le plus grand de deux revenus réels.¹ On pourrait lui opposer que personne n'a eu cette idée. La notion du revenu réel était familière à *Ricardo* déjà dans ses rapports avec le salaire. C'est *Ricardo* qui a comparé le salaire nominal au salaire réel. Une fois que nous avons pénétré le mécanisme de la répartition des revenus en régime capitaliste, mécanisme qui repose sur les recettes et les dépenses en monnaie, et dans lequel le pouvoir d'achat de la monnaie joue un

¹ G. *Haberler*: Der Sinn der Indexzahlen. Tübingen, 1927.

rôle décisif, nous devons regarder pour indispensable la notion du revenu réel sans nous embarrasser de l'exactitude plus ou moins grande avec laquelle nous savons mesurer les variations du revenu réel. Nous devons tenir pour indispensable la notion du revenu réel, parce que le revenu réel exprime une relation importante, je dirais presque la plus importante, entre les variations du revenu et des prix. De toute façon, la notion du revenu réel se relie à l'un des effets décisifs des prix.

Cet état de choses ne manque certainement pas d'éléments subjectifs. Mais ce que nous désirons connaître en comparant les revenus réels, c'est moins le côté subjectif que les conséquences qu'entraînent les variations de prix et, le cas échéant, les variations simultanées du revenu au point de vue du bien-être matériel des individus intéressés. M. *Haberler* a certainement raison quand il dit que le bien-être est une chose purement individuelle, mais il est évident qu'en considérant le revenu réel, on ne pense pas au sentiment de bien-être de l'individu, sentiment qui dépend fortement des facteurs individuels, mais à un fait objectif, notamment au changement que représente pour l'individu, dans sa situation objective, la variation des prix ou la variation de son revenu, ou les deux ensemble, quant aux biens dont son revenu permet l'acquisition. La notion du revenu réel est donc éloignée de l'individualisation ou de la subjectivisation. Elle comporte un élément purement objectif, notamment les rapports entre le revenu et les prix intéressant une catégorie déterminée de personnes. C'est la variation de ces données objectives que nous cherchons à connaître et, si possible, mesurer.

D'ailleurs, M. *Haberler* lui-même pose le problème de cette façon et M. *Ragnar Frisch*, auteur d'un autre ouvrage de grande valeur se rapportant au même sujet, le formule avec plus de clarté encore en lui donnant l'énoncé précis suivant :¹ *étant donnés les prix pratiqués à deux époques ou en deux lieux, déterminer le coefficient dont il faut affecter les revenus — compte tenu des changements respectivement des différences de prix — pour que les individus puissent mener le même train de vie à*

¹ *Ragnar Frisch*: New methods of measuring marginal utility. — Beiträge zur ökonomischen Theorie, 3. — Tübingen, 1932, I, pages 74 et 75.

l'une et à l'autre époque ou dans les deux lieux. Tout en maintenant ses objections de principe contre le revenu réel, *Haberler* propose une méthode pour la comparaison des revenus réels. Il prend pour point de départ les formules connues de *Laspeyres* et de *Paasche* et recommande d'appliquer les deux afin d'obtenir deux limites entre lesquelles se trouve probablement l'écart ou le chiffre cherché. Il estime en effet que la formule de *Laspeyres* donne une limite supérieure de l'écart, c'est-à-dire le maximum de déplacement possible, dû aux variations de prix, entre deux revenus Y_1 et Y_2 . C'est que la formule de

Laspeyres consiste à calculer le quotient $\frac{\sum p_2 q_1}{\sum p_1 q_1}$ où p_1 et p_2

désignent les prix aux deux époques ou dans les deux lieux comparés, et q_1 représente la quantité consommée ou la quantité dont on suppose la consommation possible ; la pondération s'y fait donc sur la base des quantités consommées à la première époque ou au premier lieu. Au contraire, la formule

de *Paasche* $\frac{\sum p_2 q_2}{\sum p_1 q_2}$ évalue les variations en prenant pour

terme de comparaison la seconde époque respectivement le second lieu ; elle fournit pour l'écart une limite inférieure.

Haberler recommande donc de déterminer la modification des prix sur deux bases, notamment sur la base de la consommation de la première époque ou du premier lieu d'abord, et sur celle de la consommation de la seconde époque ou du second

lieu ensuite. Si, par exemple, la formule $\frac{\sum p_2 q_1}{\sum p_1 q_1}$ (de *Laspeyres*)

indique une hausse de 60%, tandis que la formule $\frac{\sum p_2 q_2}{\sum p_1 q_2}$

(de *Paasche*) une hausse de 55% seulement, le coefficient doit être compris entre ces deux limites, car un revenu majoré de plus de 55% et de moins de 60% correspondrait à un revenu réel inchangé.¹ *Haberler* préconise de prendre la moyenne géométrique des deux coefficients calculés selon l'une et l'autre des deux formules. En d'autres termes, on obtient d'après lui le revenu réel correspondant au niveau de vie antérieur ou au

¹ *Haberler*, ouvrage cité, pages 89 à 92.

niveau de vie du premier lieu, en multipliant le revenu nominal de la première époque ou du premier lieu, c'est-à-dire Y_1 , par

$$1 : \sqrt{\frac{\sum p_2 q_1}{\sum p_1 q_1} \cdot \frac{\sum p_2 q_2}{\sum p_1 q_2}}.$$

Le savant norvégien *Ragnar Frisch* a pris un autre chemin et s'est proposé en partie d'autres buts dans son ouvrage justement célèbre. Se mouvant dans l'ordre d'idées de l'utilité marginale, et élargissant les résultats de *M. Irving Fisher*, il procède à la comparaison des revenus réels par le calcul de l'utilité marginale de la monnaie.¹

Il cherche à résoudre la question en établissant une relation entre la valeur de la monnaie exprimée en unités monétaires, et la valeur exprimée en unités de poids achetés pour l'unité monétaire. *Frisch* a eu ici l'heureuse idée de s'attaquer au problème du revenu réel du côté du rapport de la valeur nominale de la monnaie avec la valeur réelle, découlant des prix et important seule au point de vue de la prospérité.

Le raisonnement de *Frisch* se fonde sur l'idée qu'on peut déterminer la valeur de la monnaie en se plaçant à deux points de vue : à celui de la monnaie elle-même, ou bien à celui des marchandises. Dans le premier cas, nous envisageons l'unité monétaire, dans le second la satisfaction réelle, c'est-à-dire la quantité de produits, par exemple le nombre des unités de poids que nous pouvons acheter avec la monnaie. Les deux expressions de la valeur monétaire, respectivement les deux idées fondées l'une sur la monnaie, l'autre sur les marchandises contre lesquelles on peut échanger la monnaie, ne coïncident que si l'unité monétaire est précisément le prix d'une unité réelle, par exemple d'une unité de poids.

Désignons par w la valeur de la monnaie, et par u l'utilité qu'on peut se procurer moyennant l'unité monétaire. Nous avons alors

$$w = u$$

à condition que le prix de l'unité de marchandise p soit égal à l'unité :

$$p = 1.$$

¹ Loc. cit.

Aussitôt que p dépasse l'unité, l'utilité u tombe au-dessous de w , car il faut donner plusieurs unités monétaires pour acquérir la même utilité. Supposons, par exemple, que le kilogramme de sucre coûte non pas un, mais deux francs ; alors l'utilité u pourra s'acheter au prix de 2 francs seulement, et pour un franc, on n'en reçoit que la moitié. On pourra donc écrire sous une forme générale

$$w = \frac{1}{p} \cdot u,$$

ce qui revient à dire que la satisfaction de besoin que w peut nous procurer est inversement proportionnelle au prix.

Cependant, la satisfaction de besoin est régie, suivant la loi de *Gossen*, par l'utilité finale ou marginale ; nous avons donc à considérer u comme une utilité marginale. Donc

$$u = f(x)$$

où x désigne une quantité de biens.

Cette quantité de biens est susceptible d'une définition plus précise grâce à l'application des lois de l'utilité marginale. Nous avons affaire avant tout à une fonction dépendant de la somme qu'on peut affecter à l'achat de biens appartenant à une catégorie déterminée. Plus la somme est élevée, plus on peut acheter de ces biens. D'un autre côté, la quantité à acheter dépend du prix. Il est évident, en effet, que si nous disposons d'une somme déterminée, appelons-la ξ suivant la notation de *Frisch*, pour acheter une certaine marchandise, du sucre, par exemple, le nombre des kilogrammes à acheter est inversement proportionnel au prix de l'unité. Qu'il s'agisse de sucre ou de n'importe quelle autre marchandise, nous continuerons nos achats tant que l'utilité de la dernière unité monétaire dépensée dans ce but, c'est-à-dire l'utilité marginale de la monnaie projetée sur la marchandise en question, ne devienne égale à l'utilité de la dernière unité de marchandise achetée, c'est-à-dire à l'utilité marginale de la marchandise. Cette proposition est fondamentale dans la théorie de l'utilité marginale.

On posera donc conformément à ce qui précède

$$w = \frac{1}{i} \cdot u \left(\frac{\xi}{p} \right)$$

x étant remplacé par $\frac{\xi}{p}$.

Voilà quelle est la valeur de l'unité monétaire rapportée à une marchandise déterminée et exprimée par l'utilité marginale de l'unité de poids.

Mais nous pouvons acheter avec de l'argent toutes sortes de marchandises, et nous devons par conséquent nous efforcer d'exprimer la valeur de la monnaie sous une forme plus générale. Nous avons notamment à rechercher une forme qui tienne compte du fait que la valeur de l'unité monétaire résulte de l'ensemble des produits qu'on peut acheter avec elle. Le raisonnement précédent nous conduit sans trop de peine à cette forme générale de la valeur de la monnaie.

Nous devons considérer seulement que la valeur de la monnaie est, sous ce rapport, fonction non pas de ξ et de p , mais de tout le revenu nominal, exprimé donc en monnaie, que *Frisch* désigne par ϱ , et non pas d'un prix, de p , mais du niveau général des prix que nous représenterons par la lettre P .

Voici quelle sera donc la forme générale de l'équation :

$$w = \frac{1}{P} \cdot w \left(\frac{\varrho}{P} \right),$$

puisque'il est clair que la valeur générale de la monnaie est, elle aussi, inversement proportionnelle à la totalité des prix, c'est-à-dire à P .

Comme la valeur attribuée à w par rapport à un produit déterminé est fixée sur la base de la valeur générale de la monnaie, on peut écrire en raison de l'unité de l'économie

$$\frac{1}{p} \cdot u \left(\frac{\xi}{p} \right) = \frac{1}{P} w \left(\frac{\varrho}{P} \right),$$

d'où l'on tire

$$w \left(\frac{\varrho}{P} \right) = \frac{P}{p} \cdot u \left(\frac{\xi}{p} \right)$$

La valeur w de l'unité de la monnaie, exprimée en fonction de $\frac{Q}{P}$ est précisément ce que nous cherchons, à savoir la valeur réelle de l'unité monétaire w_r , parce que cette valeur tient compte à la fois du revenu nominal et du niveau des prix, deux facteurs du revenu réel.

J'ai tenté de résumer dans ces lignes l'essentiel du raisonnement de *Frisch*, au moins la partie du raisonnement qui importe à mon avis pour comparer les revenus réels et critiquer l'indice du coût de la vie. P désigne chez *Frisch* l'indice du coût de la vie, mais je crois pouvoir sans inconvénient le considérer comme exprimant l'indice du niveau général des prix ; par là, nous réussissons à donner une base plus générale à la formule de la valeur de la monnaie.

Les idées de *Frisch* éclairent avec une habileté ingénieuse et étonnante les profondeurs économiques du revenu réel. Nous y trouvons trois méthodes recommandées pour la solution du problème sur la base de la statistique. La première dite *isoquante* est présentée sur l'exemple du sucre avec les données publiées par l'Union des Coopérateurs Parisiens. On connaît : le prix du sucre, la quantité de sucre vendu mensuellement, le chiffre des opérations mensuelles, le nombre des membres et l'indice du coût de la vie. Avec la deuxième méthode dite *des quantités*, *Frisch* cherche à résoudre la question dans le cas où l'on ne dispose pas de séries chronologiques, mais seulement de statistiques ménagères relatives à une époque ou à un lieu déterminés. La solution consiste en ce que, connaissant deux courbes d'Engel au moins, c'est-à-dire deux courbes indiquant le rapport du revenu à la quantité consommée, on en déduit la courbe de l'utilité marginale de la monnaie. Enfin la troisième méthode, appelée méthode des *translations*, enseigne la manière dont on peut tirer des chiffres des recettes et des dépenses l'utilité marginale de la monnaie.

Il convient de noter qu'avec ses méthodes pénétrantes, *Frisch* cherche moins à saisir le revenu réel que la courbe de *flexibilité monétaire*, d'importance décisive pour la détermination du revenu réel. Par flexibilité monétaire, il faut entendre le rapport entre les variations infinitésimales des utilités marginales du revenu et de la monnaie. Elle exprime, en d'autres termes, — comme le dit *Frisch* lui-même (page 15) — la manière dont varie la valeur nominale (l'utilité marginale) de la monnaie en fonction du revenu nominal, dans l'hypothèse que l'indice du coût de la vie est constant.

Quant à l'indice du coût de la vie, il est chez *Frisch* l'objet

de considérations théoriques qui démontrent qu'on a tort de lui attribuer une valeur constante, la même pour tous les groupes de revenus, mais qu'il faut voir dans cet indice une fonction du revenu nominal. Cela revient à dire qu'il est impossible de calculer l'équivalent de tous les revenus enregistrés à des époques ou en des lieux différents par l'application d'un coefficient commun, et cela parce qu'il s'agit de niveaux de vie non identiques ; on doit multiplier les revenus aux divers degrés de l'échelle par des coefficients variables d'un degré à l'autre. Cette conception de *Frisch* est en parfaite concordance avec les idées relatives à la valeur de la monnaie, car elle exprime sous une autre forme que le bien-être des personnes appartenant aux différentes catégories de revenus est touché par des groupes de prix différents. *Haberler* qui — nous l'avons vu — est bien plus sceptique à l'égard des indices, se fait l'interprète d'une manière de voir analogue en écrivant : « ein volkswirtschaftliches Preisniveau, eine volkswirtschaftliche Kaufkraft, einen objektiven, überpersönlichen Tauschwert des Geldes gibt es nicht » (il n'existe pas un niveau de prix économique, un pouvoir d'achat économique, une valeur d'échange objective de la monnaie, valeur d'échange au-dessus des individus) (page 98). *M. Zahn*, sans discuter le côté économique de la question, est conduit par l'étude des comptes ménagers au résultat suivant : « Hieraus und aus der Tatsache, dass die Preisentwicklung in den einzelnen Bedarfsgruppen eine verschiedene ist, ergibt sich die Notwendigkeit, die Indexziffern der Lebenshaltungskosten nach verschiedenen Sozialschichten zu differenzieren » (Cela et le fait que le mouvement des prix diffère d'un groupe à l'autre imposent la nécessité de construire des indices spéciaux pour chaque classe sociale).¹

Nous avons vu que tant *Haberler* que *Frisch* attribuent à l'indice du coût de la vie la signification que c'est un coefficient par lequel nous avons à multiplier le revenu nominal de la première époque pour éliminer l'effet des changements de prix sur le revenu réel, c'est-à-dire pour obtenir à la seconde époque le revenu réel correspondant au revenu nominal de la première époque. C'est surtout *Haberler* dont les préoccupations

¹ *Friedrich Zahn*: Gibt es ein Weltlohniveau? Allgemeines Statistisches Archiv, tome 21, pages 19 et 20.

portent, dans cet ordre de questions, sur la méthode d'établissement des indices ; au contraire, *Frisch* s'intéresse avant tout à la flexibilité de la monnaie. L'un et l'autre font l'observation qu'un seul coefficient ou un seul indice est impuissant à résoudre le problème, car le montant du revenu n'est nullement indifférent quand il s'agit des dépenses et, par suite, des conséquences d'une hausse ou d'une baisse des prix. Mais ni l'un ni l'autre ne mettent suffisamment en relief — quoique cela résulte des recherches de chacun d'eux — que *l'indice du coût de la vie ne donne qu'un moyen approché pour évaluer le revenu réel, celui-ci dépendant étroitement du revenu nominal aussi*. Le coefficient obtenu se prête bien au calcul du revenu nominal qui correspondrait à la deuxième époque considérée au revenu nominal de la première époque, mais il n'est qu'un des facteurs du train de vie inchangé. Pris en lui-même, l'indice est bon seulement à permettre à toute personne d'évaluer — connaissant son revenu antérieur — le revenu nominal qu'elle devrait avoir pour jouir du même revenu réel qu'à la première époque, sous réserve toutefois d'une certaine généralisation provenant du fait que, à tout bien prendre, l'indice est fonction du montant du revenu aussi.

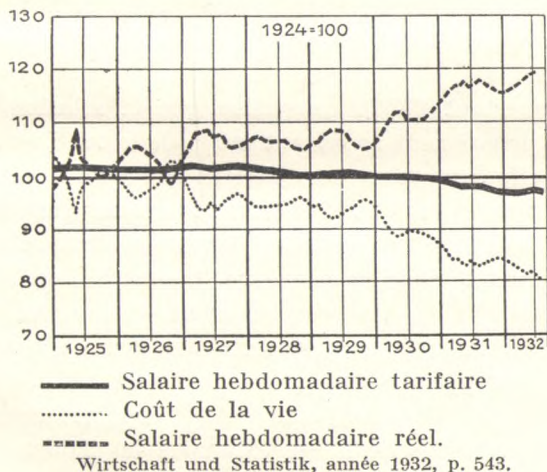
On se pose naturellement la question : ne vaudrait-il pas mieux, au lieu de chercher le revenu nominal qui *assurerait* à la seconde époque un revenu réel équivalent à celui de la première époque, de diriger les investigations sur la situation telle qu'elle est, sur le *changement effectif de la situation*? Autrement dit, n'agirait-on pas plus sagement si l'on s'occupait non de grandeurs imaginaires, mais de grandeurs réelles, représentant la véritable situation, et si l'on se proposait d'éclaircir *en quoi diffère l'état des prix effectifs et des revenus effectifs de l'état qui a existé à une autre époque ou dans un autre lieu*?

Inutile de dire que cela n'ôte pas toute raison d'être à l'indice habituel du coût de la vie. Par exemple, lorsque, pendant les temps d'inflation, les ouvriers demandaient de combien leurs salaires devraient être majorés pour que le renchérissement général ne leur porte pas préjudice, on ne pouvait répondre à la question que par un coefficient. Il en est toujours ainsi quand il s'agit d'une question de cet ordre. Mais la statistique est la science des réalités. Elle se donne pour tâche avant tout

d'éclairer comment évolue la vie ; sa véritable nature la porte vers ce problème. *La prospérité des diverses classes sociales a-t-elle augmenté ou diminué* par rapport à une époque déterminée et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ? Voilà le véritable problème du mouvement des revenus réels dont l'étude est digne de l'attention des statisticiens.

Naturellement, un simple indice, quelque parfait qu'il soit, ne saurait donner à cette question une réponse satisfaisante. *Le problème exige l'observation simultanée des variations de deux éléments, celles des prix et celles des revenus.* Il comporte en Hongrie certaines difficultés, d'ailleurs non insurmontables au moins en ce qui concerne les ouvriers d'usine.

Si nous disposons tant des chiffres relatifs aux prix que des chiffres se rapportant aux revenus, nous pouvons employer une simple méthode graphique pour caractériser la situation. Nous n'avons qu'à représenter dans un système de coordonnées la courbe des prix et celle des salaires, ou bien la courbe de l'indice du coût de la vie et, à côté, la courbe de l'indice des salaires. Nous verrons tout de suite si le niveau de vie de la catégorie sociale envisagée s'est relevé ou est descendu. La figure ci-après illustre cette méthode en prenant pour exemple les ouvriers anglais.



La méthode que nous venons de présenter, étant basée sur l'indice habituel du coût de la vie, est sujette aux critiques

formulées tout à l'heure à l'endroit de cet indice. Elle pêche surtout par l'oubli du fait que l'indice du coût de la vie n'a pas la même valeur pour toutes les catégories de revenus. Mais si l'on se borne à la catégorie inférieure et pour celle-ci encore à la population urbaine, cet oubli ne tire pas à conséquence. Le résultat peut être adopté sans trop d'inconvénients dans le cas des catégories inférieures des employés aussi. Quant à la population rurale, je n'oserais pas regarder comme valable l'indice générale du coût de la vie, tant la façon de vivre de cette population diffère de celle des habitants des villes.

Si nous possédons des informations à la fois sur les prix et sur les revenus, nous nous demanderons très naturellement s'il ne serait pas possible de les utiliser pour déterminer un indice, non pas un simple coefficient, susceptible de représenter la différence de niveau des manières de vivre des deux époques ou des deux lieux. La question ne peut se poser d'ailleurs que pour les catégories de revenus qui se trouvent au bas de l'échelle. Aussitôt que le revenu dépasse un certain niveau, la consommation est trop variée, et il y a aussi des capitaux qui se forment ; alors la pondération des prix suivant la consommation, opération pratiquée lors du calcul des indices, sera chargée d'éléments trop incertains. *Lexis* a bien raison de remarquer dans le Manuel Schönberg qu'à partir d'un certain degré de prospérité, la loi Engel elle-même ne mérite qu'une confiance mitigée.¹

Et pourtant j'ai la conviction que la solution pourrait s'obtenir précisément en faisant usage de la loi Engel. Supposons, en effet, que nous connaissions le revenu ; la loi Engel nous donnera les taux de répartition du revenu pour les principaux groupes de dépenses. Les fractions ainsi déterminées, qu'on pourrait appeler peut-être *fractions Engel*, seraient rapprochées ensuite des prix du même groupe. Au fond, les fractions dont il s'agit correspondent au facteur ξ intervenant dans les recherches fondamentales de *Frisch* qui le déduit des statistiques de vente de l'Union des Coopérateurs Parisiens. Les fractions tirées de l'observation de la manière dont les

¹ Handbuch der politischen Ökonomie. Herausgegeben von G. v. Schönberg, 4^e éd. Tübingen, 1896, page 815.

petits revenus se répartissent entre les groupes de dépenses finissent, le revenu étant donné, par se condenser en un chiffre unique, conformément à la vérité économique-qu'on continue à acheter d'une marchandise tant que l'utilité procurée par la dernière unité de cette marchandise dépasse l'utilité marginale de la quantité de monnaie affectée à l'achat, ou pratiquement tant que les utilités marginales du prix et de la monnaie ne deviennent égales. Les fractions Engel, que je désignerai dans ce qui suit par E , permettent donc de décomposer le revenu nominal q suivant les ξ .

On pourrait objecter que les pourcentages d'Engel ne reflètent pas exactement les circonstances de tous les pays, et que depuis le temps où Engel les a déduits de ses observations les choses se sont considérablement transformées. Il est impossible de passer outre à cette objection sans l'examiner. Les pourcentages peuvent avoir subi des modifications ; mais cela ne détruit pas la loi Engel elle-même. Nous n'avons qu'à opérer les corrections commandées par les circonstances et nous fonder sur les nouvelles statistiques ménagères lesquelles, les chiffres alignés dans le travail précédemment cité de M. *Zahn* le montrent avec évidence, présentent une grande analogie même quand on compare deux pays aussi éloignés que l'Allemagne et le Japon. Des recherches entreprises en Finlande viennent corroborer cette assertion. D'ailleurs, on doit se rappeler qu'il s'agit ici de moyennes tirées d'un grand nombre de cas, de même que l'indice du coût de la vie est à considérer toujours comme un chiffre approximatif. Il n'existe pas d'autre moyen pour s'attaquer au problème de la comparaison des revenus réels.

Donc si, conscients du fait que dans cet ordre de questions les grandes moyennes constituent l'unique instrument maniable, nous nous fions aux fractions Engel, nous pouvons transformer les groupes de dépenses d'un revenu donné en chiffres bien déterminés et rapprocher ceux-ci des prix des mêmes groupes, fournis par la statistique des prix.

D'après cela, le revenu réel R s'exprime ainsi :

$$R_1 = \frac{E_{1n}}{P_{1n}} + \frac{E_{1l}}{P_{1l}} + \frac{E_{1h}}{P_{1h}} + \frac{E_{1e}}{P_{1e}} + \frac{E_{1v}}{P_{1v}}$$

où l'indice n désigne la nourriture, l'indice l le logement, l'indice h l'habillement, et l'indice e le chauffage et l'éclairage. Cela veut dire que E_{1n} est la fraction des dépenses affectées à la nourriture, P_{1n} les prix des aliments, etc. Avec l'indice v (varia), nous avons voulu noter les dépenses respectivement les prix des éléments difficilement saisissables et connus d'une manière approchée. Nous avons affecté toutes les grandeurs écrites d'un premier indice 1 pour marquer que tout se rapporte à la première époque. Maintenant si nous adoptons avec Engel l'hypothèse que les termes bien connus de la somme représentent une fraction très élevée du revenu — peut-être 80 ou 90 % dans le cas des revenus très faibles —, nous pouvons sans inconvénient négliger le terme indéterminé $\frac{E_{1v}}{P_{1v}}$, la somme des autres suffisant pour caractériser le niveau du train de vie.

On comparera à la quantité précédemment trouvée le revenu réel calculé pour la seconde époque ou le second lieu sur la base du revenu nominal et les changements de prix, à savoir la quantité

$$R_2 = \frac{E_{2n}}{P_{2n}} + \frac{E_{2l}}{P_{2l}} + \frac{E_{2h}}{P_{2h}} + \frac{E_{2e}}{P_{2e}} + \frac{E_{2v}}{P_{2v}}.$$

Cette méthode diffère du procédé ordinairement suivi et fondé sur la considération de l'indice du coût de la vie en ce qu'elle ne se borne pas à faire état des changements de prix après avoir adopté une certaine pondération, mais qu'elle tient compte des deux facteurs du revenu réel. Elle fournit le facteur ξ de Frisch en le tirant du revenu nominal (ξ désigne le groupe de dépenses envisagé), donc sans passer par des calculs compliqués, et le rapproche directement des prix donnés pour deux époques ou deux lieux. A l'intérieur d'un groupe de dépenses, on n'attribue pas de poids ainsi, il est vrai, aux divers prix comme avec les méthodes habituelles, mais on a la possibilité d'attacher des poids aux divers groupes de dépenses, puisqu'on opère avec les fractions Engel.

Cette méthode n'échappe pas plus que les autres à la critique de Haberler faisant ressortir que tout changement de revenu entraîne comme conséquence des changements de consommation. Nous aurions tort de ne pas prendre cette objec-

tion au sérieux. S'appuyant sur le *New Statesman*, Birck cite un exemple de statistique ménagère¹ montrant que la cherté causée par la guerre a fait monter notablement la consommation du pain au détriment d'autres dépenses. Mais n'oublions pas qu'il s'agit de comparaison seulement, et que nous devons nous limiter à la recherche des changements qui se sont produits dans les possibilités par rapport à un état de choses antérieur. Quand je m'efforce de découvrir le rapport des variations de revenu avec les variations de prix, ce qui importe c'est de savoir si, à la suite des variations des deux facteurs, la consommation prise pour terme de comparaison est possible ou non, et en quoi et dans quelle mesure l'état des choses s'est modifié depuis l'époque initiale. La question ne consiste donc pas à savoir quelle est la consommation réelle à la seconde époque ou dans le second lieu. Une telle question conduirait à une comparaison de qualité qu'il est impossible de traduire en chiffre précisément en raison des différences qualitatives des consommations. On ne peut obtenir une image fidèle, accusant aussi les déplacements qui se sont produits à l'intérieur de la consommation, qu'en compulsant les statistiques ménagères des deux époques considérées.

Certes, d'après ce que nous venons d'exposer, le calcul du simple indice du coût de la vie ou du coefficient de revenu contient moins de renseignement que l'indice reflétant à la fois la variation des prix et celle des revenus. Ce dernier nous préserve des conclusions hâtives auxquelles on est trop souvent conduit quand on ne tient compte que du coût de la vie. En effet, comme nous avons expliqué plus haut, on commet une erreur dès le premier pas en admettant que le changement exprimé par l'indice du coût de la vie est égal pour tout le monde. L'indice du coût de la vie, calculé séparément pour chaque catégorie de revenus, suffirait à traduire ce changement dans le cas seulement où les revenus nominaux resteraient invariables. Mais il arrive, et les événements récents en sont l'illustration, que le revenu nominal baisse. L'indice du coût de la vie n'en tient pas compte et, par suite, s'il indique un

¹ Voir Birck: *The Theory of marginal value*. London—New-York, 1922, page 107.

renchérissement, il ne traduit pas le véritable changement qui s'est opéré dans le train de vie des gens. Il reste au-dessous de la réalité car il faut payer davantage qu'autrefois pour la même marchandise, et on a moins d'argent qu'autrefois pour payer les marchandises. Et si le niveau des prix a baissé, et que les revenus ont également diminué, l'indice du coût de la vie n'enregistre toujours pas le changement de la manière de vivre de la population, car la baisse des prix peut être compensée, et même au delà, par la baisse des revenus. Effectivement, l'indice du coût de la vie nous met entre les mains le coefficient de *Frisch* par lequel il faut multiplier le revenu noté à la première époque ou dans le premier lieu pour obtenir le revenu nominal dont l'individu aurait besoin pour maintenir son train de vie invariable ; il ne nous donne aucune indication pour savoir si la manière de vivre des gens s'est améliorée ou a empiré. On n'en saurait tirer une telle indication que dans le cas où les revenus nominaux se seraient maintenus au même niveau.

En faisant cette constatation, nous ne voulons pas dire que l'indice du coût de la vie n'est bon à rien. Il rend service — nous l'avons souligné plus haut — chaque fois qu'il s'agit de la revalorisation des revenus ; et il a encore l'utilité de donner un renseignement général sur les conséquences qu'ont les changements de prix sur le train de vie de larges couches populaires, notamment de la population urbaine à faible revenu. Mais personne ne saurait mettre en doute que l'observation de la hausse et de la baisse des revenus, jointe à celle de la hausse et de la baisse des prix, permet de mieux saisir la transformation de la manière de vivre des gens. C'est cela qui rend si précieuses les statistiques ménagères. Il est à souhaiter qu'en Hongrie aussi on dresse de telles statistiques — en dépit de leurs difficultés inhérentes —, en nombre suffisant pour calculer avec une approximation acceptable les taux d'*Engel*.

La statistique doit se faire à l'idée que les progrès de la science économique lui imposent la tâche d'observer les phénomènes nouveaux, quelquefois très compliqués, de la vie. On attend d'elle sur un grand nombre de terrains la mesure des dimensions de l'activité économique ; l'*économétrie*, comme on le dit aujourd'hui, contribuera à raffermir sur beaucoup de points

nos connaissances économiques. Elle fera faire notamment un progrès sensible au problème des prix, ainsi qu'à l'observation du véritable effet économique des variations de prix et de revenu. Par là, la statistique s'acquittera de mieux en mieux de sa noble mission qui consiste à fournir une base solide à la solution des questions économiques les plus difficiles. -

Tirage à part du
Journal de la Société Hongroise de Statistique
Année 1934, Nos 3-4.



Die Algebra ist eine der ältesten Wissenschaften, die sich mit den Eigenschaften der Zahlen beschäftigt. Sie ist die Grundlage der Mathematik und hat viele Anwendungen in der Naturwissenschaft und Technik.

Die Algebra ist eine der ältesten Wissenschaften, die sich mit den Eigenschaften der Zahlen beschäftigt. Sie ist die Grundlage der Mathematik und hat viele Anwendungen in der Naturwissenschaft und Technik.

